



Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs

Le Premier Ministre en visite le 24 juin à l'école des commissaires de police a déclaré dans son discours: "la sécurité publique est au cœur de notre pacte républicain. Sans elle, rien ne se construit durablement et aucun équilibre collectif ne peut être atteint. C'est un des piliers de notre cohésion nationale". Le budget de la Sécurité sera préservé."

Dans le même temps, un article du journal Les Echos, non démenti à ce jour, évoque une prime annuelle de 400 € pour les professeurs des écoles; prime versée en 2 fois ( décembre 2013 et juin 2014).

Alors que certains ministères régaliens se préoccupent constamment du sort de leurs personnels. A Bercy l'impression qui prédomine c'est que nos ministres ont d'autres chats à fouetter que de s'occuper de leurs agents. Un sentiment d'abandon s'installe peu à peu et le désamour n'est peut-être pas loin.

Certes, nos ministres ne cessent de clamer dans nos instances leur reconnaissance pour le travail accompli et la conscience professionnelle du personnel mais peu à peu cela sonne creux.

Permettez-moi de citer un chiffre annoncé avant-hier par la commission des finances, 15 milliards de recettes fiscales en moins au cours de l'année 2013 alors que les prélèvements obligatoires n'ont jamais été aussi hauts dans notre pays .

Quel enseignement en tirer, même si le Ministre Pierre Moscovici dément la réalité de ce chiffre ?

A quoi doit-on la perte de recettes fiscales ? Uniquement à l'atonie de la croissance où y a-t-il des facteurs aggravants ?

Pour nos fédérations CFTC et UNSA, nous considérons que les réformes et restructurations incessantes de nos administrations financières et économiques finissent par peser sur les rentrées fiscales .

Les structures évoluent constamment, les textes de lois et les nouveaux dispositifs ne cessent de défiler les uns après les autres, les effectifs sont en baisse continue, la dégradation des conditions de travail pèse tous les jours un peu plus ; tout cela finit par peser sur le moral et la motivation des agents.

Le dialogue social à Bercy devient évanescent. Ce que nous voulons pour relancer un véritable dialogue social, c'est l'assurance de voir pris en compte certaines de nos revendications.

Après TROIS années sans négociations salariales, le personnel de Bercy exige une revalorisation de sa rémunération.

Il est temps de mieux rémunérer les agents de nos administrations qui sont en première ligne dans les réformes de structures et de reconnaître les sacrifices consentis.

Pourquoi devrions nous être les éternels sacrifiés sur l'autel de la rigueur et de l'orthodoxie budgétaires quand d'autres bénéficient de coups de pouce ?